

Eric Ciotti : « Je récuse le fait de brader le droit de vote »

Le porte-parole adjoint du candidat Nicolas Sarkozy croit dur comme fer en la victoire, récuse les accusations de dérives droitières de son parti, mais dit entendre les électeurs du Front national

Député des Alpes-Maritimes, président du conseil général, conseiller national à la sécurité de l'UMP et l'un des six porte-parole adjoints de Nicolas Sarkozy, Eric Ciotti n'envisage rien d'autre que la victoire pour son candidat et comprend les angoisses des électeurs de Marine Le Pen...

Nicolas Sarkozy réélu le 6 mai vous y croyez toujours ?

Oui. Rien n'est joué. Jamais au cours des élections présidentielles récentes la gauche n'a été à un niveau aussi bas. Donc il y a aujourd'hui la possibilité de rassembler tous ceux qui refusent les dangers que font peser sur notre pays le programme de François Hollande, l'irresponsabilité économique et la désintégration de la nation avec le vote communautaire.

Le score de Marine Le Pen vous oblige à courtiser ses électeurs. Pour vous, comme pour le président-candidat, le FN est un parti républicain ?

Bien entendu et je suis choqué contre ceux qui en permanence insultent les électeurs. Tous les électeurs, quels qu'ils soient, sont respectables et doivent être respectés et tous les partis qui se présentent légalement aux électeurs sont des partis républicains.

Ne craignez-vous pas de perdre auprès de votre électorat modéré ce que vous allez récupérer à l'extrême droite ?

Ce débat est sciemment entretenu par nos adversaires de gauche. Nicolas Sarkozy a toujours dit qu'il parlait au peuple de France dans son ensemble. On ne segmente pas la nation en fonction de catégories politiques ou religieuses.

Ce discours sera-t-il entendu par les électeurs du MoDem ?

François Bayrou a dit lui-même qu'il avait une proximité avec le programme de Nicolas Sarkozy. On se rejoint notamment sur la nécessité de réduire les déficits publics. Il y a une approche de responsabilité économique qui s'oppose totalement au laxisme budgétaire que prône et incarne M. Hollande.

Vous vous êtes érigé contre l'appel d'un certain nombre de recteurs de mosquée à voter François Hollande. Pourquoi ?

Le plus grand danger en cas de victoire de



Eric Ciotti : « François Hollande, c'est l'irresponsabilité économique et la désintégration de la nation. » (Photo Richard Ray)

François Hollande, c'est l'émergence de votes communautaires, contraire à tous les principes républicains. Cet appel de quelques imams mais aussi d'associations est très concrètement l'apparition de ce vote communautaire.

Les Français disent vouloir parler d'emplois et de pouvoir d'achat, les candidats mettent dans le débat sécurité et immigration. Les entendez-vous vraiment ?

Le vote des Français a démontré que ces questions les intéressaient. Je rencontre tous les jours des Niçois qui m'expriment leur peur, leur crainte sur l'avenir de notre nation. Ces questions identitaires sont importantes et doivent être évoquées. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas parler d'économie et d'emploi, et c'est ce que nous faisons. Et chacun sait que c'est

Nicolas Sarkozy qui a, en la matière, le programme le plus crédible...

Pourquoi être si farouchement opposé au vote des étrangers ?

Je salue le parcours de quelqu'un qui souhaite devenir Français après une démarche d'intégration en épousant le modèle culturel et les droits et devoirs d'une nation et qui donc après ce choix volontaire, peut s'il le souhaite voter en devenant Français. Mais je récuse le fait de brader le droit de vote en le donnant à quelqu'un à peine arrivé sur le sol national. Si l'on y ajoute la régularisation annoncée des immigrés clandestins, on voit bien qu'on rentre dans un modèle de société très différent. Et on peut craindre que demain, en cas de victoire de M. Hollande, à la veille d'élections municipales, on aboutisse à une

régularisation massive d'étrangers pour leur donner le droit de vote.

Que répondez-vous aux syndicats qui voient d'un mauvais œil l'organisation à Paris le 1^{er}-Mai d'une contre-manif du "vrai travail" ?

Les syndicats dans notre pays sont engagés et d'ailleurs la CGT vient d'appeler à voter Hollande. Je récuse que ces syndicats, auxquels adhèrent finalement peu de Français et qui sont assez peu représentatifs du monde du travail, prétendent monopoliser la parole de ceux qui travaillent. Il y a une minorité silencieuse dans ce pays qui mérite d'être écoutée.

En clivant à ce point, ne craignez-vous pas de faire exploser l'UMP en cas de défaite le 6 mai ?

L'objectif est de faire gagner Nicolas Sarkozy pour faire gagner la France forte. Ce qui se passera après n'est pas d'actualité. Mais l'UMP restera unie. Et elle continuera de rassembler des gens différents.

Il y a pourtant quelques voix discordantes au sein de votre propre parti...

Ce sont des voix très marginales, généralement d'enfants gâtés de la politique et qui n'ont d'ailleurs jamais été élus directement par les Français...

Des accords avec le FN sont-ils possibles, voire souhaitables, aux législatives ?

Nicolas Sarkozy l'a répété, il n'y aura pas d'accord avec le FN. Nous avons toujours été très clair là-dessus. Ce qui ne nous empêche pas d'entendre le message d'inquiétude ou de colère lancé par les électeurs du FN.

En cas de duel PS/FN, décideriez-vous, comme le député de la Droite populaire Lionel Luca, de ne pas voter socialiste ?

Je me bats aujourd'hui pour la réélection de Nicolas Sarkozy. L'objectif est que, après la victoire de Nicolas Sarkozy, l'UMP soit présente dans toutes les circonscriptions de France. Ce sera le meilleur moyen de défendre nos valeurs et nos conceptions. Je ne me situe dans aucune autre hypothèse.

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTIAN HUULT
chuault@nicematin.fr

François Bayrou attend des finalistes des mesures crédibles

L'ex-candidat centriste François Bayrou demande dans une lettre à Nicolas Sarkozy et François Hollande des « mesures crédibles » pour le redressement financier de la France, jugeant leurs projets respectifs insoutenables économiquement. Le président du MoDem avait précisé dimanche soir qu'il prendrait ses « responsabilités » – une éventuelle consigne de vote est prévue pour le 3 mai – en vue du second tour à la lecture des réponses des finalistes à sa missive et à l'écoute de leurs discours d'ici au 6 mai. Sa lettre, dont le contenu a été rendu public par le MoDem, leur a été adressée hier. François Bayrou, le premier à avoir alerté sur le fardeau de la dette française dès 2006, insiste en préambule sur la vérité due sur la situation financière du pays. « Je ne crois nullement que la crise financière soit derrière nous. Je pense au contraire

que la crise est devant nous, et qu'elle sera très dure », écrit-il, s'inquiétant des remèdes proposés par les deux candidats. « La recherche de l'équilibre des finances publiques n'est obtenue dans vos deux projets que par l'affichage d'une croissance impossible à court terme. Je vous demande instamment de réfléchir à ce péril et d'envisager des mesures crédibles pour l'écarter s'il est encore temps », souligne-t-il. « Pour moi, la décision constitutionnelle, inscrite dans le traité européen, de renoncer pour l'avenir aux facilités du déficit, du moins en période de croissance, la "règle d'or", doit s'imposer à tous les pays qui ont l'euro en partage », rappelle-t-il. Outre le désendettement, François Bayrou décline les priorités qu'il a défendues durant sa campagne : éducation, moralisation de la vie publique, pérennité du

projet européen. « Des millions de Français partagent ces valeurs et ces préoccupations. Ils seront, je n'en doute pas, attentifs aux orientations qui seront les vôtres sur ces questions durant la campagne du deuxième tour », écrit le dirigeant centriste. Il précise que dans « ces moments difficiles », « l'attitude personnelle des gouvernants comptera beaucoup ».

« C'est une question de valeurs, personnelles autant que politiques. Depuis des années, c'est la violence des attitudes et des mots, la guerre d'un camp contre l'autre, la complaisance à l'égard des extrêmes qui caractérisent notre pays », écrit François Bayrou, alors que la stratégie de Nicolas Sarkozy à l'égard du Front national fait polémique. François Bayrou adresse en conclusion ses « sentiments cordiaux » aux finalistes.



(Photo Reuters)